

**EXAMEN PROFESSIONNEL DE PROMOTION INTERNE ET
EXAMEN PROFESSIONNEL D'AVANCEMENT DE GRADE DE
TECHNICIEN PRINCIPAL TERRITORIAL DE 2^e CLASSE**

SESSION 2021

ÉPREUVE DE RAPPORT AVEC PROPOSITIONS OPÉRATIONNELLES

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Rédaction d'un rapport technique portant sur la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt. Ce rapport est assorti de propositions opérationnelles.

Durée : 3 heures
Coefficient : 1

SPÉCIALITÉ : MÉTIERS DU SPECTACLE

INDICATIONS DE CORRECTION

Sujet :

Vous êtes technicien principal territorial de 2^e classe, affecté au service logistique au sein de la communauté d'agglomération de Techniaglo (70 000 habitants), service mutualisé avec la ville centre, Techniville.

Dans le cadre de délocalisations des conseils communautaires, chaque commune de l'agglomération doit en accueillir un à tour de rôle. Votre service est en charge de la gestion technique de ces prestations.

Dans un premier temps, le directeur général des services techniques vous demande de rédiger à son attention, exclusivement à l'aide des documents joints, un rapport technique sur la captation multi-caméra et la diffusion des conseils municipaux et communautaires et ses enjeux.

10 points

Dans un deuxième temps, il vous demande d'établir un ensemble de propositions opérationnelles visant à mettre en œuvre un système de captation multi-caméra et de diffusion web des conseils communautaires nomades.

Pour traiter cette seconde partie, vous mobiliserez également vos connaissances.

10 points

1) Présentation du sujet

Depuis plusieurs années, l'essor du numérique aidant, de nouveaux moyens d'intéresser les citoyens à la vie municipale sont recherchés et développés.

Un de ces moyens est la mise à disposition des débats et des conseils.

Pour ce faire, de plus en plus de mairies enregistrent (vidéo et/ou audio) les débats afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, en différé, et / ou en direct.

Depuis la COVID, cette tendance s'est accentuée, et de nombreuses solutions, en investissement, location ponctuelle ou longue durée ont émergé.

Ces chantiers sont de réels défis, tant techniques, par le nombre de solutions existantes, qu'humains par le nombre de services et d'intervenants (services techniques, communication, généraux, informatiques, prestataires...).

Les enjeux sont énormes en termes de citoyenneté et de communication et l'arbitrage entre les solutions peuvent avoir un impact à long terme sur le métier du technicien en charge de ce projet.

À travers ce sujet, le candidat doit, dans un premier temps envisager la théorie de la captation multi-caméra et les contraintes légales et techniques.

Puis, dans la partie « propositions opérationnelles », il doit proposer des critères de choix entre les différentes solutions, se focaliser sur l'aspect nomade des solutions, leurs coûts, afin d'envisager les procédures de fonctionnement (location, investissement, moyens humains...).

2) Analyse de la mise en situation et du dossier

Ce sujet étant assez récent techniquement et manquant de couverture par les médias spécialisés spectacles et audiovisuels, le choix a été fait d'utiliser des brochures constructeurs pour deux solutions intégrées et un article de presse spécialisée, mettant en avant une solution broadcast (proche d'une réalisation télévisuelle) afin d'illustrer les possibilités techniques.

Deux articles de presse (PQR) ont pour objectif de mettre en avant l'engouement grandissant autour de ces prestations.

Le Document 1, a pour but d'ajouter aux notions déjà abordées des éléments légaux permettant d'apporter un cadre.

Document 1 :	« Les débats de l'assemblée délibérante peuvent-ils être enregistrés ou retransmis ? » - <i>Conseil en diagonale n° 12</i> - 1 ^{er} mars 2020 Ce document insiste sur les règles légales encadrant les captations et diffusions vidéo de conseils ou réunions publiques.
---------------------	--

<p>Document 2 :</p>	<p>« Conseils municipaux. Quand la distanciation renouvelle le genre » - Eric Moutot - <i>Sonomag</i> 462 - 10 septembre 2020</p> <p>Ce document présente un cas concret de captation multi caméra, de qualité professionnelle, via un prestataire et un dispositif évènementiel ponctuel.</p> <p>La prestation présentée permet d'envisager un système complet de captation vidéo et son à travers un système de conférence.</p> <p>La complexité, l'organisation matérielle et humaine sont détaillées dans ce document, tout comme les notions de cryptage, de résolution et de diffusion Facebook ou Youtube.</p>
<p>Document 3 :</p>	<p>« Le conseil municipal d'installation de Sens sera retransmis en direct sur Internet ce vendredi soir » - Antoine Compigne - <i>lyonne.fr</i> - 3 juillet 2020</p> <p>Ce document rejoint le Document 2, moins détaillé et dans une certaine mesure, présente un dispositif un peu moins important.</p> <p>Il permet aussi de montrer la démocratisation de ces prestations.</p> <p>La notion de plateforme de diffusion est abordée.</p>
<p>Document 4 :</p>	<p>« KorpMedia, une des pépites du Pôle image » - Philippe Nicolle - <i>vosgesmatin.fr</i> - 14 novembre 2019</p> <p>Ce document présente une solution, sa genèse et le chemin de la PME l'ayant développée.</p> <p>Cela permet de montrer l'esthétique, et le fonctionnement simple, sans technicien d'une solution développée spécifiquement pour les applications de conseils municipaux, pas l'adaptation d'une solution.</p>
<p>Document 5 :</p>	<p>« RoboKorp : Solutions vidéos performantes pour votre collectivité » - <i>KorpMedia</i> - consulté en septembre 2020</p> <p>Ce document montre le fonctionnement d'une solution développée spécifiquement pour les applications de conseils municipaux, pas l'adaptation d'une solution.</p> <p>Il permet aussi de percevoir les argumentaires commerciaux auxquels le chargé de projet peut être confronté.</p>
<p>Document 6 :</p>	<p>« Yvelines : suivez les débats du conseil municipal... depuis votre canapé » - Yves Fossey, avec Laurent Mauron – <i>Le Parisien</i> – 17 décembre 2017</p> <p>Ce document permet d'abord de montrer que rendre les débats accessibles à tous par internet est une préoccupation présente depuis quelques années.</p> <p>Il insiste sur le nombre de personnes suivant de manière régulière les conseils filmés, le coût de la prestation.</p> <p>Il y a 3 ans, l'unanimité n'était pas totale au sein des mairies comme le laisse entendre la fin de l'article.</p> <p>Au vu des autres articles, les avis et les volontés ont évolué vers une démocratisation et une montée en gamme de cette pratique.</p>

<p>Document 7 :</p>	<p>« Retransmission sur internet des conseils municipaux et conseils communautaires » - <i>astydeme</i> - 18 mars 2020</p> <p>Ce document montre le fonctionnement d'une autre solution développée spécifiquement pour les applications de conseils municipaux, pas l'adaptation d'une solution.</p> <p>Les données techniques sont plus poussées et permettent une ouverture sur d'autres applications.</p> <p>Il permet aussi de percevoir les argumentaires commerciaux auxquels le chargé de projet peut être confronté.</p>
<p>Document 8 :</p>	<p>« Face au Covid-19, les conseils municipaux passent à la "visio" » - Émile Marzolf - <i>acteurspublics.fr</i> - 21 avril 2020</p> <p>Ce document ancre le sujet dans l'actualité. Il rappelle les règles légales encadrant les captations et diffusions vidéo de conseils, et permet d'apporter une vision « usager » et « utilisateur », permettant de mettre en parallèle la technique, les objectifs et la réalité institutionnelle.</p>

3) Proposition de plan détaillé

Avertissement : *il s'agit d'une proposition de plan, et non d'un plan type.*

En-tête

Comme indiqué dans la note de cadrage de l'épreuve, il est attendu une présentation du rapport sous la forme suivante :

Communauté d'agglomération de Techniaglo

Le 15 avril 2021

RAPPORT TECHNIQUE

À l'attention du directeur général des services techniques

Objet : La captation multi-caméra et la diffusion des conseils municipaux et communautaires

Références : Article L.2121-18

Introduction

Rappel du cadrage : Le rapport avec propositions doit comporter **une unique introduction** d'une vingtaine de lignes rappelant le contexte et comprenant impérativement **l'annonce de chacune des deux parties** (partie informative / partie propositions). Les candidats doivent veiller à ce que l'annonce du plan aille au-delà d'une simple annonce de la structure de la copie et porte sur le contenu précis de chacune des parties.

Éléments pouvant être abordés en introduction :

- La volonté de transparence dans la vie publique
- L'accessibilité d'un plus grand nombre aux débats publics
- La place du numérique, les bonnes pratiques qui doivent en découler
- L'offre grandissante de WebTV et de solutions de diffusion, pas toutes qualitatives
- La nécessité d'avancer liée à la problématique sanitaire COVID19

Plan détaillé

Rappel du cadrage : Les deux parties sont organisées en sous-parties. Le plan est impérativement matérialisé par des titres comportant des numérotations en début des parties et sous-parties. Une transition est attendue entre la première et la deuxième partie.

I. Captation et diffusion des conseils municipaux, des moyens techniques pour des enjeux citoyens

A. Les attentes des citoyens et leurs ressources

- 1) Les attentes des citoyens et donc des élus sont grandissantes (documents 2-3-6-7-8)
- 2) L'accès par internet donne accès aux débats, en direct ou en différé, l'importance de choisir sa plateforme, les options de qualité ou de choix de caméra ne sont pas les mêmes (youtube, Facebook, web tv, plateforme propriétaire) (documents 2-3-5-6-7)
- 3) La captation n'entraîne pas forcément le huis clos, il faut prendre en compte le public dans la salle (documents 1-2-8)
- 4) Filmer des élus et du public répond à une réglementation précise (documents 1-8)

B. La technique au service du débat

- 1) De nombreuses solutions, du téléphone portable au plateau caméra professionnel (documents 2-3-4-5-6-7-8)
- 2) Des solutions tout intégré permettant la gestion quasi autonome en installation ou nomade (documents 4-5-7-8)
- 3) Des solutions nécessitant plus de personnel, voir des prestataires extérieurs, clef en main, en prestation au coup par coup (documents 2-3-8)
- 4) La prise en compte de la sonorisation (documents 2-3)
- 5) L'intégration dans les lieux existants, de spectacles et de conférences, leurs contraintes (documents 2-7-8)
- 6) Des attentes comme le titrage ou l'affichage de nom (document 8)

II. La captation multi-caméra et diffusion web des conseils communautaires en tout lieu.

A. Des techniques et des solutions

- 1) Le choix des technologies et des solutions conditionne le rendu qualitatif et les services disponibles (documents 2-3-4-5-6-7-8)
- 2) et les contraintes
 - a. Le temps de mise en œuvre (documents 2-4-7-8)
 - b. Les besoins en personnel (documents 2-4-5-7-8)
 - c. La formation et le niveau de qualification ((documents 2-4-5-7)
- 3) Le choix des plateformes de diffusion (documents 2-3-4-5-6-7)

B. Mise en œuvre

- 1) L'étude des lieux susceptibles d'accueillir les conseils est importante (documents 2-3-5-7-8)
- 2) L'implication des différents services pour la réflexion et la définition de la solution la plus adéquate (ensemble des documents)
 - a. Informatique et réseau
 - b. Communication et culture
 - c. Services techniques
- 3) Définir un mode de fonctionnement opérationnel (documents 2-4-5-7-8 et connaissances personnelles)
 - a. Investissement ou location longue :
 - solution sans personnel ou très peu
 - personnel des salles de spectacles et auditorium
 - b. Location courte ou prestation :
 - clef en main via prestataire
 - location sèche avec personnel communautaire formé
- 4) La prise en compte du public sur site et du respect du droit à l'image (documents 1-2-8)

Conclusion

Rappel du cadrage : la conclusion est facultative. Elle peut toutefois utilement souligner l'essentiel, sans jamais valoriser les informations oubliées dans le développement.

Éléments pouvant être abordés dans la conclusion :

Faire le lien avec la condition sanitaire que nous avons rencontrée en 2020 et mentionner que cette évolution, si elle peut paraître pratique à l'instant T oblige les élus à la transparence, et dans le cadre de la diffusion sur le web, doit être maîtrisée afin d'éviter les dérives, ou les utilisations non souhaitées des supports vidéo.

Autre plan possible

I. Encadrée juridiquement, la question de la captation et de la retransmission des séances des assemblées délibérantes s'articule autour d'enjeux démocratiques et de moyens techniques adaptés

A. Le droit à la publicité audiovisuelle des débats (doc1)

- Principe de base du CGCT sur le droit d'enregistrement et de retransmissions des séances des assemblées délibérantes
- Le droit à a production de l'image limité au public
- Le trouble à l'ordre public, la seule interdiction possible à la captation d'images

B. L'enregistrement et la diffusion des débats municipaux et communautaires, une réponse pour assurer une démocratie de proximité en toutes circonstances et qui nécessitent des moyens techniques adaptés (Doc 2/5/6/7/8)

- L'enjeu de la transparence de l'information aux citoyens
- Une solution utile en cas de situation de crise
- Des moyens techniques nécessitant du matériel de captation et de diffusion

II. La mise en place d'un dispositif de captation multi-caméras et de diffusion sur internet dans le cadre de conseils communautaires nomades, passe par des précautions techniques indispensables et une nécessaire collaboration avec les services et les élus.

A. Les précautions techniques variées indispensables à prendre

- Analyse des besoins techniques (caméra / son / lumières / habillage graphique / canaux de retransmission/ ...) tenant compte de la mobilité des conseils communautaires
- En fonction du budget, choix d'une solution technique clé en main proposée par un prestataire qualifié ou d'un développement en interne
- La question de la maintenance du matériel choisi et des étapes de test

B. Un projet sollicitant le concours et l'implication des élus et des services

- Impliquer les élus communautaires pour les modalités de cadrage et de prise de parole (Cf. formation)
- Impliquer les maires des communes de l'agglomération pour les aspects logistiques des salles
- Solliciter le service communication pour faire savoir aux citoyens de la diffusion en ligne des assemblées communautaires et susciter régulièrement l'intérêt de suivre les débats en ligne